

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 29 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOUDUNDIS**

rue du faubourg Saint Lazare  
86200 Loudun

Références : 2026 001 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0100057437

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 décembre 2025 dans l'établissement LOUDUNDIS implanté rue du faubourg Saint Lazare 86200 Loudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée à l'occasion d'un passage inopiné au sein de la station-service.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOUDUNDIS
- rue du faubourg Saint Lazare 86200 Loudun
- Code AIOT : 0100057437
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station-service est soumise à déclaration (DC) au titre de la rubrique 1435. La déclaration a été faite le 08 juillet 2013.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 et 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Absorbant	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Extincteurs au niveau des îlots	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever des non-conformités qui ont trait majoritairement à des insuffisances en matière de maîtrise du risque incendie. **Dans le cas où aucune action corrective ne serait mise en place sous 1 mois, l'inspection proposera à Monsieur le préfet, une mise en demeure.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système d'extinction automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 et 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Article 2.7: Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, ... la mise en service du dispositif automatique d'extinction... sont retransmis afin d'aviser un responsable nommé désigné.</i>  <i>Article 4.2: Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié.</i>
<b>Constats :</b>  L'inspecteur a constaté la présence d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des îlots de distribution de carburants.  En revanche, les étiquettes de vérification périodique ne consignent pas la réalisation d'une vérification datant d'il y a moins d'une année. Le caractère fonctionnel du dispositif doit être démontré ainsi que celui des reports associés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que le système d'extinction automatique d'incendie de la station-service est bien contrôlé annuellement et qu'il répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010. L'exploitant transmet à l'inspection, le rapport de vérification datant d'il y a moins d'un an.</p> <p>L'absence de mise en œuvre des actions correctives requises expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, les derniers contrôles périodiques, au titre de la rubrique 1435, ont révélé des non-conformités majeures (NCM) ; en particulier, le rapport de contrôle complémentaire n° A481981A du 24 septembre 2025 pour la rubrique 1435 consignait la NCM suivante: "Présence d'une seule borne à moins de 100 m".</p> <p>L'inspection a adressé un courrier à l'exploitant le 12 novembre 2025 pour lui demander de mettre en œuvre les actions correctives ad hoc.</p> <p>En réponse, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une attestation de la société RTL datée du 28 octobre 2025 indiquant " avoir commandé la cuve de 120m<sup>3</sup> spéciale enfouissement à notre fournisseur";</li> <li>- un courriel du 05 décembre 2025 indiquant que la cuve incendie est en cours d'installation (sous terre) ; le chantier étant prévu du 4 et 12 décembre 2025.</li> </ul> <p>Lors du passage à proximité des installations, l'inspection a bien constaté, au niveau de l'emprise foncière de la station-service, d'une prise pompiers (couleur bleue) raccordée à un réservoir enterré dont la capacité n'a pu être vérifiée. La réserve doit être celle de 120 m<sup>3</sup> identifiée dans le courrier du prestataire RTL sus-cité.</p> <p>Pour répondre pleinement à la prescription, un second point d'eau est présent (il s'agit d'un</p>

poteau incendie délivrant un débit de 96 m <sup>3</sup> /h).
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier les modalités de contrôle du bon volume de la réserve incendie enterrée raccordée à la prise pompiers et de préciser les fréquences de contrôle pour procéder le cas échéant à des appoints d'eau pour garantir les 120 m<sup>3</sup> en toutes circonstances;</li> <li>- transmettre à l'inspection, le procès-verbal de réception, établi par le SDIS (suite à un essai de mise en aspiration), du point d'eau incendie constitué de la réserve enterrée de 120 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'absence de mise en œuvre des actions correctives requises expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Absorbant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</i></p> <p>[...]</p> <p><i>- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur a bien constaté la présence de bac de couleur rouge contenant du sable et ce, au niveau des îlots de distribution de carburant.</p> <p>Or, l'ouverture de deux bacs, par sondage, a permis de démontrer l'absence de moyens d'application (pelles par exemple).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier de la présence de moyens d'application (pelles ou autres) pour permettre le déploiement de l'absorbant en cas de nécessité.</p> <p>L'absence de mise en œuvre des actions correctives expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Extincteurs au niveau des îlots**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</i></p> <p>...</p> <p><i>- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur n'a pas constaté la présence d'extincteurs portatifs au niveau des îlots de distribution.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que des extincteurs portatifs conformes ont bien été installés au niveau des îlots de distribution de carburants.</b></p> <p><b>L'absence de mise en œuvre des actions correctives expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois